



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mercredi 3 novembre 2021 – N° 8**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. François Paradis**

---



Partie 1  
**AFFAIRES COURANTES**

**DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS**

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Réal « Boddy » Cloutier.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Pointe-du-Moulin : Un des derniers moulins à vent du Québec retrouve ses ailes.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Mme Aïchatou Touré.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Au revoir au Club optimiste de Montréal-Nord après 54 ans d'existence.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Félicitations aux mairesses et maires élus par acclamation.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *75<sup>e</sup> anniversaire d'Électricité Garon et fils.*
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Mme Annie Parenteau de la Maison de la Culture de l'Avenir.*
- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Hommage à M. Demetris J. Yantsulis.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean Lauzon.*
- Le député de Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Michel Blais, lauréat du Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**

- a) documents
- b) rapports de commissions
- c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2  
**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) **Projet de loi n° 1**  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement  
Présenté par le ministre de la Famille le **21 octobre 2021**
- 2) **Projet de loi n° 2**  
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil  
Présenté le ministre de la Justice le **21 octobre 2021**
- 3) **Projet de loi n° 3**  
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier  
Présenté par le ministre des Finances le **20 octobre 2021**
- 4) **Projet de loi n° 4**  
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Finances le **26 octobre 2021**

- 5) Projet de loi n° 5\*  
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2021 et à certaines autres mesures  
Présenté par le ministre des Finances le **2 novembre 2021**

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 6\*  
Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions  
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le **28 octobre 2021**

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 7) Projet de loi n° 7  
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le **27 octobre 2021**

- 8) Projet de loi n° 30  
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

- 9) Projet de loi n° 96  
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français  
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021  
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de l'Acadie le **2 novembre 2021**

- 10) Projet de loi n° 102  
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission  
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **5 octobre 2021**

- 11) Projet de loi n° 103  
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif  
Présenté par la ministre déléguée à l'Économie le **6 octobre 2021**

*Étude détaillée en commission*

- 12) Projet de loi n° 23  
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019  
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 13) Projet de loi n° 39  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020  
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 14) Projet de loi n° 92  
Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières  
Présenté par le ministre de la Justice le 15 septembre 2021  
Principe adopté le 22 septembre 2021, et  
Renvoyé à la Commission des institutions  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **28 octobre 2021**

- 15) **Projet de loi n° 101**  
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux  
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021  
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 16) **Projet de loi n° 49**  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives  
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 13 novembre 2019  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 27 avril 2021  
Principe adopté le 25 mai 2021  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **7 octobre 2021** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

*Adoption*

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 17) **Projet de loi n° 192**  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 18) **Projet de loi n° 193**  
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse  
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

- 19) Projet de loi n° 194  
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques  
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 20) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance  
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 21) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale  
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 22) Projet de loi n° 198  
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles  
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 23) Projet de loi n° 199  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 24) Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 25) Projet de loi n° 392  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 393  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

- 27) Projet de loi n° 394  
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 28) Projet de loi n° 395  
Loi instituant le Fonds de transition juste  
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 29) Projet de loi n° 396  
Loi pour une meilleure qualité de l'air  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 30) Projet de loi n° 397  
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 31) Projet de loi n° 398  
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 32) Projet de loi n° 399  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 33) Projet de loi n° 490  
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 491  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**

- 35) Projet de loi n° 493  
Loi sur l'interculturalisme  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 36) Projet de loi n° 495  
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine  
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 496  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 497  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés  
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec  
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 591  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 41) Projet de loi n° 592  
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 42) Projet de loi n° 593  
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**

- 43) Projet de loi n° 594  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 44) Projet de loi n° 595  
Loi créant le registre des loyers  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 45) Projet de loi n° 596  
Loi instituant Pharma-Québec  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 46) Projet de loi n° 597  
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale  
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 47) Projet de loi n° 598  
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 48) Projet de loi n° 599  
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 49) Projet de loi n° 691  
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec  
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 50) Projet de loi n° 692  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent  
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

- 51) Projet de loi n° 693  
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 52) Projet de loi n° 694  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur  
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 53) Projet de loi n° 695  
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 697  
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte  
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 55) Projet de loi n° 698  
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs  
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 56) Projet de loi n° 699  
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1<sup>er</sup> avril 2021**
- 57) Projet de loi n° 790  
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 58) Projet de loi n° 791  
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**

- 59) Projet de loi n° 792  
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 60) Projet de loi n° 794  
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 61) Projet de loi n° 796  
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1<sup>er</sup> juin 2021**
- 62) Projet de loi n° 797  
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission  
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 63) Projet de loi n° 890  
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études  
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 64) Projet de loi n° 893  
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 65) Projet de loi n° 894  
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures  
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 66) Projet de loi n° 896  
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale  
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**

- 67)** Projet de loi n° 897  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde  
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 68)** Projet de loi n° 898  
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire  
Présenté par la députée d'Iberville le **6 octobre 2021**

*Étude détaillée en commission*

- 69)** Projet de loi n° 197  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019  
Principe adopté le **13 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 70)** Projet de loi n° 793  
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec  
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021  
Principe adopté le **10 juin 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

#### *Consultation et étude détaillée en commission*

- 71) Projet de loi n° 217  
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

#### *Adoption du principe*

- 72) Projet de loi n° 219  
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (site de l'hôpital Royal Victoria) (*titre modifié*)  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le 11 novembre 2020  
Rapport de la Commission des finances publiques déposé et adopté le  
**14 septembre 2021**

#### *Adoption*

### **IV. Motions du gouvernement**

### **V. Crédits budgétaires**

### **VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

- 73) 2 novembre 2021  
Motion de la députée de Saint-Laurent :
- QUE l'Assemblée nationale rappelle que le premier ministre a maintes fois déclaré que l'éducation était sa première priorité ;
- QU'elle prenne acte que le taux de décrochage scolaire a doublé dans plusieurs régions du Québec ;
- QU'elle constate qu'il y a plus de 30 000 enseignants non légalement qualifiés dans le réseau de l'éducation ;

QU'elle prenne acte que plusieurs membres du personnel des directions d'écoles ont quitté le réseau pour cause d'épuisement ;

QU'elle prenne acte que des centaines d'aspirants enseignants n'ont pas accès à une maîtrise qualifiante en dépit du fait que leur dossier satisfait aux conditions d'admissions ;

QU'elle constate que des parents d'élèves avec des besoins particuliers doivent envoyer leur facture au ministre pour se faire rembourser des services que leurs enfants auraient dû recevoir à l'école ;

QU'elle prenne acte qu'une pénurie de personnel importante sévit dans les services de garde scolaire ;

QU'elle constate que le ministre de l'Éducation n'a pas été en mesure de mettre en œuvre une réponse satisfaisante à ces enjeux ;

QU'enfin, elle exige du premier ministre qu'il nomme dans les plus brefs délais un nouveau ministre de l'Éducation à même de déployer le leadership nécessaire pour rassembler l'ensemble des acteurs du réseau de l'éducation pour redresser la barre.

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandats règlementaires**

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable » ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau » ;
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance » ;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique ;
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec : réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.

#### COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

#### COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 103**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif (mandat confié le 26 octobre 2021).

#### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 3**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (mandat confié le 28 octobre 2021).

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 92**, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

### **Mandat règlementaire**

- Interpellation du député de LaFontaine au ministre de la Famille sur le sujet suivant : *Le mirage du gouvernement caquiste et son inaction en matière de services de garde, un bilan négatif depuis 3 ans* (avis donné le 28 octobre 2021).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA  
LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux reliés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale (mandat confié le 20 octobre 2021).

## Partie 5

### QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 1) M. LeBel (Rimouski) – **20 octobre 2021**  
Au gouvernement

Bien que le territoire soit vaste, les trois régions qui forment l'Est-du-Québec, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, entretiennent des liens étroits. Souvent, des travailleurs bas-laurentiens ou gaspésiens traversent le fleuve pour exercer leur métier sur la Côte-Nord et vice versa.

Dans un pareil contexte d'échanges non seulement de main-d'œuvre, mais aussi de biens et services, on comprend rapidement l'importance primordiale des services de traversier entre les deux rives. Même avant le fiasco de l'acquisition du F.-A.-Gauthier, qui assure plutôt mal que bien la liaison Matane – Côte-Nord, un service comme celui de Rimouski – Forestville a prouvé son caractère essentiel.

La Société des traversiers a commandé une étude d'une entreprise privée pour évaluer les différents scénarios d'impacts advenant la fermeture de l'une, de l'autre ou des deux traversées de Rimouski–Forestville et de Trois-Pistoles–Les Escoumins. Permettez-moi d'abord un aparté pour remettre en question le choix de la STQ de publier le rapport en pleine campagne électorale municipale. On n'en était pas à un mois près et il aurait mieux valu attendre l'arrivée en poste de nouveaux élus municipaux avant de placer ce document sur le site de la société d'État.

Cela étant dit, je me demande aussi pourquoi l'étude a été lourdement caviardée. Je peux bien comprendre que certains éléments sensibles pour les entreprises nécessitent la confidentialité. Était-il cependant nécessaire d'oblitérer la totalité de la conclusion du rapport ? Ce manque de transparence, surtout venant de la STQ, dont la crédibilité est mise à mal par les péripéties du F.-A.-Gauthier, crée de l'inquiétude et différentes interprétations dans la communauté régionale, dans un moment où nous devrions tous nous concentrer sur la relance de la traverse Rimouski–Forestville, qui a dû suspendre ses activités pour la saison 2021.

Voici ma question :

Le gouvernement s'engage-t-il à ce que la STQ soit plus transparente sur ces conclusions sur l'avenir de nos traversiers et réitérer clairement ses intentions de relancer le service de navigation fluviale entre Rimouski et Forestville ?

- 2) Mme Charbonneau (Mille-Îles) – **21 octobre 2021**  
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

À deux reprises, le premier ministre du Québec a créé de grandes attentes au sein de l'industrie et des communautés forestières en prenant l'engagement de modifier le régime forestier.

En 2020, après des mois d'attente, le gouvernement a annoncé de légères modifications qui ont déçu l'ensemble des acteurs forestiers.

En mai 2021, le ministre a fermé définitivement la porte à une modification législative du régime forestier pourtant souhaitée par l'ensemble des acteurs, et ce, sans offrir de réponses claires sur leurs motivations, en contravention directe avec l'engagement pris par le premier ministre.

Aujourd'hui, l'inquiétude et les préoccupations persistent. Les gens du milieu demandent, plus que jamais, une modification du régime forestier.

Est-ce que le ministre peut nous expliquer pourquoi le gouvernement a reculé sur l'engagement du premier ministre d'effectuer une grande réforme du régime forestier et comment compte-t-il assurer plus de prévisibilité pour l'industrie forestière dont dépendent près de 60 000 emplois au cœur de nos régions ?

- 3) M. LeBel (Rimouski) – **21 octobre 2021**  
Au gouvernement

En 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale déposera son plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC). Il s'agit d'un rendez-vous très attendu puisque cette année marque le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire au Québec.

Le communautaire est un maillon essentiel du filet social. Ce mouvement compte 4 000 organismes dans toutes les régions du Québec et contribue à maintenir 60 000 salariés qui correspondent à 1,4 % de l'ensemble des emplois dans la province. Les usagés représentent un million de personnes qui sont touchées par diverses formes de difficultés. Les associations communautaires agissent à différents niveaux

principalement sur la défense des droits individuels et collectifs et offrent des services dans différents secteurs tels que la santé et les services sociaux, la lutte contre la pauvreté et au décrochage, l'alphabétisation, le développement social, le logement, le travail de rue, etc. Ces organismes ont été les acteurs clés lors de la pandémie puisqu'ils ont joué un rôle essentiel durant cette période extrêmement difficile pour des milliers de Québécoises et Québécois.

Évidemment, dans ce contexte où les impacts de la pandémie et des mesures sanitaires se feront sentir pour plusieurs années encore, le sous-financement devient plus difficile que jamais à supporter pour ces ressources humaines qui œuvrent dans le milieu communautaire et qui tiennent à bout de bras l'organisme. Cette problématique a des impacts sérieux à différents niveaux sur le maintien des activités de l'ensemble des associations, par exemple :

- Les conditions de travail sont précaires et en dessous de la moyenne québécoise ;
- La rétention de la main-d'œuvre est un défi colossal puisque les salaires et les avantages sociaux ne sont pas compétitifs ;
- Les ressources humaines sont à bout de souffle. Malheureusement, cette situation mène trop souvent à l'épuisement professionnel ;
- La gestion des bénévoles est devenue complexe avec l'arrivée de la pandémie puisque les ressources doivent régir le passeport vaccinal au sein de l'organisme.

Les systèmes de santé et d'éducation ont retenu notre attention depuis plus d'un an et il est indispensable de considérer la contribution du milieu communautaire qui œuvre dans différents secteurs d'activité de notre société.

Ma question est la suivante :

Les organismes d'action communautaire autonome sont des acteurs essentiels dans la relance post-pandémie. Est-ce que le gouvernement compte indexer annuellement les subventions à la mission globale des organismes communautaires ? Est-ce qu'il répondra favorablement à la demande de 460 millions \$ formulée par les organismes d'action communautaire autonome, tout en respectant leur autonomie et leur capacité d'agir dans le but de réduire les inégalités socioéconomiques et d'offrir des services publics universels, gratuits et de qualité ?

4) Mme Sauvé (Fabre) – **21 octobre 2021**

À la ministre responsable des Aînés et des Proches Aidants

Au printemps 2020, le gouvernement annonçait la création d'une formation accélérée rémunérée afin de recruter 1 0 000 préposés aux bénéficiaires. En échange, les préposés devaient travailler en CHSLD pour une durée d'au moins un an.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer :

- Le nombre de préposés qui ont complété la formation accélérée, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui ont intégré un CHSLD, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui sont toujours à l'emploi d'un CHSLD en date du 1<sup>er</sup> octobre 2021, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui sont en arrêt de travail, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui ont quitté leur poste, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui ont remboursé leur formation, ventilé par CISSS/CIUSSS ;
- Le nombre de préposés qui devront rembourser leur formation, ventilé par CISSS/CIUSSS.

5) Mme Nichols (Vaudreuil) – **21 octobre 2021**

À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le rapport annuel de gestion 2020-2021 du Tribunal administratif du logement (TAL) fait état d'une hausse importante des délais auxquels sont confrontés les citoyens qui ont recours à cette instance.

Pour les années 2019-2020 à 2020-2021, les délais pour être entendu devant le Tribunal administratif du logement a grimpé de 40 %, ce qui signifie, en pratique, que les temps d'attente sont passés d'environ trois mois et demi en 2019-2020, à tout près de cinq mois l'année suivante.

Pour les dossiers associés à des causes de fixation et révision du loyer, les locataires passaient 6 mois, en moyenne, en 2019-2020, à plus d'un an en 2020-2021 et c'est sans mentionner l'allongement des temps d'attente pour les causes civiles urgentes.

Alors que nos voisins de l'Ontario se font offrir un service judiciaire avec un délai décent de quelques semaines, ici au Québec, la situation empire et la pandémie de la COVID-19 semble être la raison universellement utilisée pour justifier toute problématique incluant les délais beaucoup trop longs.

Que compte faire la ministre afin de réduire les délais au Tribunal administratif du logement, et ce, dès cette année ?

- 6) M. Fortin (Pontiac) – **26 octobre 2021**  
Au ministre des Transports

Cet été, plusieurs articles dans les médias ont fait état d'un nouveau phénomène de relâchement inquiétant du port de la ceinture de sécurité dans les véhicules routiers.

En effet, l'an dernier, c'est plus du tiers des personnes décédées sur les routes du Québec qui n'avaient pas bouclé leur ceinture. Il s'agissait d'une importante hausse en comparaison à l'année précédente.

Rappelons que le port de la ceinture de sécurité sauve des vies et que les bienfaits de cette pratique sont largement documentés et éprouvés.

Selon plusieurs experts, il semble que ce relâchement soit dû à un oubli ou à un désintérêt des bonnes pratiques, possiblement faute de sensibilisation. La dernière campagne de sensibilisation sur le port de la ceinture de sécurité remonte à 2018.

La Société de l'assurance automobile (SAAQ) mentionne qu'elle souhaite attendre de voir si 2020 était une année atypique pour prévoir des actions. Toutefois, cette attente nous semble difficile à justifier.

D'autres statistiques ont démontré qu'en raison du télétravail et des changements de comportements dus à la pandémie, il y a eu moins d'accidents, mais que ceux-ci étaient plus mortels. Certains patrouilleurs faisaient mention que la baisse de la congestion incitait les conducteurs à rouler plus vite.

Chaque blessure grave ou décès en lien avec la non-utilisation de la ceinture de sécurité en est une de trop et c'est inacceptable. La sécurité routière est un sujet qui nous interpelle tous.

Est-ce que le ministre peut nous dire ce qu'il compte faire pour contrer le relâchement constaté sur le plan du port de la ceinture de sécurité ?

7) M. Fortin (Pontiac) – **26 octobre 2021**  
Au ministre des Transports

En janvier 2020, un des hélicoptères de la Sûreté du Québec s'écrasait pendant une intervention de recherche de victimes d'un accident de motoneige au Saguenay.

Huit mois plus tard, en août 2020, le gouvernement achetait un hélicoptère, Airbus H145 usagé, de gré à gré, sans passer par un appel d'offres.

Un an plus tard, des négociations de gré à gré avaient lieu pour l'achat de deux hélicoptères de modèle Bell 412.

Selon les pilotes affectés, en procédant de cette façon, le gouvernement s'empêche d'explorer des avenues qui permettraient d'acquérir des appareils répondants à leurs besoins opérationnels. Par exemple, le modèle 412 n'aurait pas la capacité de « maintenir un vol stationnaire » si un moteur tombait en panne.

Près de deux ans plus tard, la flotte sera constituée de deux modèles différents. Les pilotes critiquent le manque d'uniformisation qui, lors de conditions difficiles, pourrait augmenter les risques d'erreurs de pilotage.

Dans les trois cas, il était question de contrats de plusieurs dizaines de millions de dollars. Le gouvernement plaide l'urgence d'agir alors que l'on constate que les processus de gré à gré ont pris plusieurs mois.

Pourtant, les processus et les avantages des appels d'offres sont clairs. Le gouvernement a développé une expertise en acquisition de biens et services afin d'investir convenablement l'argent des contribuables.

Est-ce que le ministre peut nous indiquer s'il aurait été possible de faire des appels d'offres, et pourquoi ne pas l'avoir fait directement et formellement ?

Quelle était l'urgence justifiée pour réaliser ces achats en gré à gré ?

Est-ce que le ministre peut nous dire comment, sans appel d'offres, il peut garantir qu'il s'agit du meilleur choix pour combler les besoins, au meilleur prix avec les meilleurs délais ?

- 8) M. LeBel (Rimouski) – **26 octobre 2021**  
Au gouvernement

La Coalition nationale pour la tarification sociale en transport est un regroupement d'organismes communautaires de plusieurs régions du Québec qui réclame une tarification sociale pour le transport en commun.

Plusieurs enjeux d'exclusion sociale attirent l'attention de ces groupes :

- Sans service adéquat et accessible de transport collectif, les personnes en situation de pauvreté ne peuvent peu ou pas s'épanouir dans leurs relations sociales puisqu'elles doivent limiter leurs contacts.
- L'inaccessibilité du service aux personnes en situation de pauvreté empêche les gens d'exercer leurs droits au travail, à l'éducation et à la santé.
- La tarification universelle restreint l'accès au service pour les personnes en situation de pauvreté.
- Plusieurs communautés rurales ne disposent pas de service de transport collectif ou celui-ci reste très limité.

Il devient évident que d'offrir une tarification sociale basée sur le revenu et la capacité de payer des usagers pour le transport des personnes constitue une question de qualité de vie et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ma question :

Afin d'assurer la pérennité des services de transport collectif, le respect et la dignité de la personne, le gouvernement peut-il s'engager à bonifier son apport financier auprès des municipalités afin de leur permettre d'offrir une tarification sociale pour le transport en commun (régulier et adapté) dans les régions du Québec ?

- 9) M. Rousselle (Vimont) – **26 octobre 2021**  
À la ministre de la Sécurité publique

La recrudescence de la violence par armes à feu au Québec et la multiplication des fusillades dans les derniers mois inquiètent, à juste titre, les différents corps d'agents de la paix, qui craignent pour leur sécurité.

Les contrôleurs routiers sont les seuls agents de la paix qui ne disposent pas d'une arme de service.

Pourtant, ils sont appelés à intervenir dans des situations dangereuses. Le gouvernement juge d'ailleurs leur travail assez dangereux pour qu'une veste pare-balle fasse partie de leur uniforme. Toutefois, les contrôleurs routiers sont limités à un bâton et à du poivre de cayenne lors de leurs interventions, et ce, en dépit d'un cours de maniement d'armes.

Sachant qu'ils interviennent auprès des véhicules lourds, et que ceux-ci peuvent contenir des marchandises destinées au marché illicite, il y a lieu de se préoccuper de leur sécurité.

Est-ce que la ministre peut nous dire quelle est la position du gouvernement face à la demande du port d'arme formulée par la Fraternité des constables du contrôle routier du Québec ?

De plus, est-ce que la ministre juge que les contrôleurs routiers sont adéquatement équipés pour exercer leur travail de façon sécuritaire ?

10) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **26 octobre 2021**  
À la ministre de l'Éducation supérieure

En juin 2019, le gouvernement a décidé d'élargir le Programme de bourses de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, en y incluant de nouveaux programmes. Les stagiaires en propédeutique de la maîtrise en travail social n'ont malheureusement pas été inclus dans cette liste. Ce qui est surprenant, c'est que leurs collègues au baccalauréat en travail social, qui effectuent des stages à toute fin pratique identiques, eux, y ont accès.

Il s'agit d'un montant de 2 700 \$ auxquels ces étudiants n'ont pas droit. Il faut comprendre que le stage qu'effectuent ces derniers occupe 4 jours par semaine, ce qui s'ajoute aux autres cours. Il est donc très difficile d'occuper un emploi en plus de ces exigences. Et c'est sans parler des étudiants ayant, en plus, une personne à charge.

Considérant ce qui précède,

1. La ministre de l'Éducation supérieure peut-elle nous expliquer pourquoi elle n'a pas inclus le programme en propédeutique de la maîtrise en travail social dans le programme de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires ?
2. Reviendra-t-elle sur cette décision et y inclura-t-elle ce programme, et ce, dès la session d'hiver 2022 ?

- 11) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **2 novembre 2021**  
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Chaque année, 7 000 Québécois reçoivent un diagnostic de cancer colorectal, et 2 700 en décèdent. Ce cancer est le deuxième plus mortel au Québec. Son dépistage précoce est la clé pour l'augmentation du taux de survie des patients, le principe étant de détecter le cancer à un stade peu avancé, avant que les signes et symptômes de la maladie n'apparaissent.

En ce moment, pour avoir accès au test RSOSi (recherche de sang occulte dans les selles), les Québécois doivent avoir une prescription. Dans un contexte de pénurie de médecins de famille, cela représente une barrière à l'entrée. Or, selon la Société canadienne du cancer, le taux de survie après 5 ans pour ce type de cancer est de 90 % dans le cas d'un stade précoce, mais de seulement 13 % dans le cas d'un stade avancé, ce qui illustre l'importance d'un dépistage précoce.

Au Québec, contrairement à ailleurs au Canada, nous n'avons toujours pas de programme de dépistage organisé pour le cancer colorectal. Pourtant, en 2016, on avait annoncé un investissement de 10 M \$ pour lancer le PQDCCR (Programme québécois de dépistage du cancer colorectal) en 2018 ; nous sommes fin 2021, et le programme n'est toujours pas déployé.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à déployer le PQDCCR d'ici la fin de la prochaine année dans l'ensemble des régions du Québec ? Sinon, est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à fournir un échéancier quant au déploiement du PQDCCR ?
- Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux pourrait expliquer ce qui retarde le déploiement du PQDCCR depuis maintenant des années, malgré des millions de dollars d'investissements ?

- 12) M. LeBel (Rimouski) – **3 novembre 2021**  
Au gouvernement

L'incapacité de payer les soins de santé buccodentaire au Québec est devenue une réalité d'une portion de plus en plus importante de la population. Se priver de soins dentaires pour des raisons financières oui, malheureusement ça existe en 2021 au Québec.

Les régimes d'assurance privée et publique conditionnent l'accès à ces services. Alors, en raison du coût énorme pour elles de souscrire à un programme d'assurance dentaire, des familles doivent choisir de ne pas consulter un professionnel dentaire afin de réussir à payer le logement, la nourriture, etc.

Pourtant, la santé buccodentaire est une composante essentielle de la santé générale d'un individu. La science est claire sur les liens existants, notamment, entre l'inflammation des gencives et les troubles métaboliques tels que le diabète.

Il est maintenant le temps de réduire les inégalités sociales en santé et de corriger les iniquités systémiques dans l'offre de services de santé buccodentaire.

Nous le savons : le coût d'une visite chez le dentiste, surtout pour des traitements spécialisés, est très onéreux. La solution se trouve donc à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), qui doit couvrir ces soins buccodentaires au même titre que les autres couvertures pour les soins de santé.

Ma question :

Pour que l'ensemble des Québécoises et des Québécois puissent aller chez le dentiste sans se ruiner.

Pour ce Québécois sur quatre qui doit endurer son mal juste parce que son compte de banque n'est pas à la hauteur.

Est-ce que le gouvernement va, d'ici les prochaines élections, inclure les soins buccodentaires au régime d'assurance maladie du Québec ?

Est-ce que le gouvernement va enfin conclure avec les professionnels l'entente sur les soins dentaires couverts par la RAMQ ?

- 13) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **3 novembre 2021**  
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration fait état de la non-atteinte d'une cible de rétention du personnel. En effet, le taux de rétention du personnel régulier était de 92,1 % en 2020-2021 face à un objectif de 94 %.

En guise d'explication, le ministère indique qu'un sondage a été réalisé dans le cadre d'une démarche de mobilisation du personnel à l'automne 2020 et que des mesures, pour soutenir la mobilisation et favoriser la rétention du personnel, devaient suivre.

Est-ce que la ministre peut nous faire connaître les mesures qui seront mises en place pour favoriser l'atteinte de l'objectif de rétention du personnel au sein du ministère pour l'année en cours et les années à venir ?

- 14) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **3 novembre 2021**  
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Le rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration fait état de la non-atteinte de la cible concernant le taux de présence des personnes immigrantes sur le territoire québécois.

Comment la ministre explique-t-elle l'absence de progrès en matière de rétention des personnes immigrantes ? Comment réconcilie-t-elle cette absence de progrès avec la volonté avérée de la Coalition Avenir Québec d'accueillir « moins d'immigrants pour en prendre soin » ?

- 15) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **3 novembre 2021**  
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Selon les données disponibles de Statistique Canada, depuis au moins cinq ans, le taux d'emploi des personnes immigrantes au Québec a connu une progression plus qu'appréciable de 2014 à 2018, passant de 57,8 % à 64 %.

Toutefois, depuis l'arrivée au gouvernement de la Coalition Avenir Québec, le taux d'emploi des personnes immigrantes, arrivées depuis moins de cinq ans, semble périlcliter.

Cela a pour effet d'entraîner la non-atteinte des cibles prévues au Plan stratégique 2019-2023 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration en matière de réduction de l'écart entre le taux d'emploi des personnes immigrantes arrivées depuis moins de cinq ans au Québec et le taux au Canada, et ce pour une deuxième année consécutive.

Est-ce que la ministre peut nous expliquer comment elle compte inverser cette tendance ?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa)** Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement – *député de Laurier-Dorion*.